



L'AVENIR DU NORD

ORGANE LIBERAL DU DISTRICT DE TERREBONNE.

LE MOT DE L'AVENIR EST DANS LE PEUPLE MAÎS NOUS VERRONS PROSPÉRER LES FILS DE SAINT-JÉRÔME (P. Q.)



LABELLÉ

Abonnement : Un an (Canada) \$1.00
" " (Etats-Unis) 1.50
Strictement payable d'avance.

DIRECTEUR :
JULES-EDOUARD PRÉVOST
SAINT-JÉRÔME (Terrebonne) P. Q.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
ANDRÉ MAGNANT

Annonces : 1/2 c. la ligne agate, par insertion.
Annonces légales : 10 c. la ligne agate, 1ère
insertion ; 6c. la ligne, insertions subséquentes

ILS ONT DES YEUX ET NE VOIENT POINT

De tous les coins du pays nous arrivent les nouvelles les plus encourageantes sur l'issue de la lutte électorale où l'on voit aux prises les vrais Canadiens, partisans de l'autonomie du Canada, et les valets de l'Angleterre qui suivent M. Borden et qui se soucient fort peu de l'avenir du pays, pourvu que leurs affaires n'en souffrent pas.

Le sentiment populaire se manifeste de plus en plus contre les unionistes, « win-the-war » qui devraient plutôt s'appeler « vole-élections ». Et les candidats qui ont reçu l'investiture du gouvernement n'osent plus affronter les électeurs qui leur crient leur mépris, tandis que les candidats libéraux font acclamer partout le nom de sir Wilfrid Laurier et son programme.

C'est un fait significatif que des hommes comme l'honorable Doherty, l'honorable Ballantyne, sir Herbert Ames n'ont pu se faire entendre aux assemblées tenues dans des divisions électorales où la majorité a toujours été conservatrice.

Depuis l'assemblée mémorable de Westmount, où M. Sévigny a dû s'enfuir sous les huées d'une foule hostile, suivant la démonstration tumultueuse de Saint-Anselme, ce collègue de M. Borden a dû renoncer à paraître en public.

M. Rainville redoute d'aller dans son comté tant le poursuivi l'amer souvenir de l'assemblée de Longueuil, où la foule irritée n'a pas voulu l'entendre.

Et il en est ainsi dans tous les comtés de la province où les deux partis se disputent le suffrage populaire.

Dans les provinces maritimes et dans les provinces de l'ouest les libéraux, un moment surpris et désorientés par la désertion de quelques chefs, se sont ressaisis, et si, là comme ailleurs, quelques dirigeants ont déserté leur poste d'honneur, au moment du combat, la masse ne les a pas suivis : elle est restée fidèle à sir Wilfrid Laurier et au parti libéral.

M. Borden a été mal reçu à Halifax et a dû chercher un comté dont les électeurs, croit-il, lui seront plus sympathiques : il a posé sa candidature dans le comté de Kings.

Dans la province d'Ontario, le peuple aussi se porte vers le parti libéral. Ainsi, à Toronto, M. Hoeken, ancien maire de cette ville, et qui est candidat unioniste, a tenu une assemblée où son discours a été souvent interrompu par des manifestations en faveur des libéraux.

A Kitchener, M. Borden lui-même a dû renoncer à se faire entendre. A l'assemblée où il devait exposer son programme, et qui devait être une petite apothéose, il a été reçu par une foule conspuant les unionistes et clamant : « Nous voulons Laurier ! »

A Brockville, M. White, ministre des finances, est hué et forcé de ne pas sortir de son comté, pour renier la majorité qui lui échappe ; à Grenville, l'honorable M. Reid, a été reçu d'une façon hostile ; et l'honorable Crothers a été conspué à Saint-Thomas.

A Perth, (Ontario) cinq cents conscrits ont fait une démonstration anticonscriptionniste et ont acclamé Laurier.

Pour se consoler de ces mésaventures alarmantes, les « vole-élections » font dire par leurs gazettes stipendiées, que ces manifestations sont organisées et payées par leurs adversaires.

Pauvres gens ! c'est bien à eux que s'applique cette pensée du psalmiste : « Ils ont des yeux et ne voient point ; ils ont des oreilles et n'entendent point ».

Non, ils ne voient pas ce que sont eux les auteurs responsables de ces réunions tumultueuses ; ils ne comprennent pas que le peuple trouve enfin l'occasion de leur cracher son mépris à la face, et qu'il en profite avec joie.

En vérité, voilà six ans, mais surtout depuis la guerre, que le gouvernement organise ce que nous voyons aujourd'hui. Des son avènement au pouvoir, le gouvernement s'est-il soucié de mettre d'accord ses actes avec ses engagements ? S'est-il empressé de donner au Canada une administration sage, prudente et progressive, comme celle qu'il nous avait promise. Au contraire, il semble qu'il se soit appliqué à faire pire que ce qu'il condamnait chez ses adversaires, puisque jamais on ne vit scandales pareils à ceux dont le gouvernement Borden porte la responsabilité.

Mais c'est depuis le commencement de la guerre que le gouvernement a tout fait pour irriter le peuple. Sans s'occuper du prolétaire qui souffrait déjà de la gêne causée par le coût de la vie montant sans cesse, il a imposé de nouveaux impôts pour se créer des revenus afin de payer le gaspillage éhonté des deniers publics. Et pendant que l'ouvrier, l'employé de bureau, le petit fonctionnaire, envisagent avec effroi la misère et peut-être la famine qui se dresse devant eux, le gouvernement

permet à ses favoris d'encaisser millions sur millions gagnés sur les vivres, les vêtements et autres choses indispensables.

Non content de cela, et mettant de côté le fait que le Canada, peuplé seulement de sept millions d'âmes, avait levé une armée de 420,000 volontaires, le gouvernement a voulu faire peser sur le peuple l'impôt du sang. Après avoir vidé le trésor public, il veut dépeupler le pays, et il désigne comme déloyaux, ceux qui demandent que le Canada contribue à la guerre selon ses ressources, et qui s'opposent à ce que l'on donne à l'Angleterre « notre dernier homme et notre dernier dollar ».

Voilà pourquoi le peuple ne veut pas entendre ceux qui viennent lui parler au nom du gouvernement Borden. Il repousse et s'insurge contre ces faux apôtres du patriotisme qui viennent lui demander de nouveaux sacrifices quand eux, semblables aux requins qui suivent le navire pour se jeter sur la proie qui tombe à la mer, nagent dans le sillage de la barque de l'Etat pour recueillir avidement l'appât que l'on offre à leur glotonnerie.

Et le peuple, silencieux et sage, se refuse, quand l'occasion lui est donnée, à écouter les gens qui ont abusé de sa confiance, et leur crie le dégoût qu'ils inspirent.

« Ils ont des oreilles et n'entendent point » ceux qui feignent de ne pas comprendre pourquoi les Canadiens ne consentent pas à se prosterner devant leurs idoles.

JACQUES LEVRAI.

Des nouvelles de l'Ouest

M. Jules-Edouard Prévost vient de recevoir un télégramme de l'honorable Wilfrid Gariépy, ministre des affaires municipales de l'Alberta, qui le félicite de son élection par acclamation et donne d'excellentes nouvelles de la campagne électorale dans cette province.

Voici ce que dit M. Gariépy :

« Edmonton, 28 novembre 1917
« J.-E. Prévost, Saint-Jérôme.
« Je suis de retour d'une campagne dans le nord de la province. Les perspectives deviennent tous les jours de plus en plus brillantes pour le libéralisme. Le succès de Laurier dans l'Alberta ne souffre aucun doute. Frank Oliver est le héros de la campagne ; il se bat comme un lion. Laurier sera premier ministre du Canada avant longtemps.
« Agréez mes plus sincères félicitations pour votre élection par acclamation.
« WILFRID GARIÉPY,
Ministre des affaires municipales de l'Alberta.

Meli-Melo

A QUEBEC
La session provinciale s'ouvrira à Québec, le 4 décembre.

Dans le comté de Deux-Montagnes

M. Raoul Jassin, candidat unioniste dans le comté de Deux-Montagnes, a retiré sa candidature par une lettre, datée du 23 novembre et adressée à M. le notaire Girouard, officier-rapporteur pour ce comté.

En conséquence, M. Calixte Ethier a été déclaré élu par acclamation.

M. Ethier a reçu les félicitations de sir Wilfrid Laurier et de ses amis. Nous sommes heureux d'y joindre les nôtres.

Comment le Kaiser voterait-il ?

Voici ce que répond la Presse à cette question que répètent sur tous les tons les feuilles jingoïques qui veulent masquer leur envie de gagner les élections derrière leur désir apparent de gagner la guerre : « Si Guillaume, l'autocrate conspué par tous les peuples qui aiment la liberté, pouvait voter aux prochaines élections du Canada, il appuierait sûrement de son suffrage la ligue unioniste qui, en semant la discorde et la haine parmi les divers éléments ethniques de notre Dominion, menace d'allumer la guerre civile dans le pays et de prévenir, ainsi, toute participation nouvelle aux combats des alliés. »

Prévisions des unionistes

D'ardents unionistes prétendaient il y a quelque temps que les unionistes remporteraient la majorité par les acclamations seulement. Evidemment les faits ne leur ont pas donné raison. Il y a une quinzaine de jours, les mêmes unionistes accordaient 90 sièges à Laurier, aujourd'hui, les partisans

du gouvernement concèdent 106 sièges à sir Wilfrid Laurier, distribués ainsi : 61 dans Québec, 20 dans Ontario, 6 dans la Nouvelle-Ecosse, 2 dans l'Ile-du-Prince-Edouard, 5 au Nouveau-Brunswick, 2 au Manitoba, 2 en Saskatchewan, 4 en Alberta et 4 en Colombie-Anglaise.

Les unionistes commencent évidemment à mettre de l'eau dans leur vin.

M. L.-A. Lapointe élu par acclamation

M. L.-A. Lapointe, candidat libéral dans la division Saint-Jacques de Montréal, a été élu par acclamation, son adversaire s'étant retiré de la lutte.

Nous sommes heureux d'enregistrer cette nouvelle victoire qui porte à quatorze le nombre de libéraux élus sans opposition dans la province de Québec.

M. Marechal Nantel

M. Marechal Nantel, avocat, et qui fut toujours conservateur, a prononcé un beau discours, très applaudi, en faveur de M. Alfred Ledac, candidat libéral, qui a pour adversaire le notaire Albert Sévigny, dans Westmount-Saint-Henri. M. Nantel s'est prononcé en faveur de Laurier : « Je dis que si mon parti renie ses principes, je serai fidèle aux miens. C'est le devoir de tout Canadien de faire tout en son pouvoir pour faire disparaître du pays l'unionisme et faire triompher à jamais les principes représentés par sir Wilfrid Laurier. »

« L'heure est trop grave pour qu'un Canadien qui a du cœur et de la conscience reste tranquille. Il n'est plus question de partis politiques, mais d'une cause nationale, et nous devons tous nous rallier autour de sir Wilfrid Laurier pour pouvoir conserver ce que nous avons de plus cher, nos traditions, nos principes et notre liberté. »

M. Marechal Nantel est le fils de feu M. Pacifique Nantel, et neveu de l'honorable Bruno Nantel.

Les unionistes répudiés par les conservateurs honnêtes

Pas un conservateur honnête ne veut appuyer les unionistes. En effet, tous les jours, les libéraux reçoivent des adhésions venant de personnes qui les ont toujours combattus.

C'est ainsi que M. Yvon Lamontagne, avocat, qui a toujours été attaché à la cause conservatrice par traditions et par principes, s'est allié à sir Wilfrid Laurier, et travaille au succès de ses candidats. Parlant à une assemblée en faveur de l'honorable M. Lemieux, M. Lamontagne se dit écœuré des manigances de la politique bleue dont il s'était fait pendant les belles années de sa jeunesse le loyal et dévoué défenseur. Loin de lui de vouloir tremper dans les scandales commis par ses frères dégoûtés. Voilà pourquoi M. Lamontagne tient à crier haut qu'il a renoncé à cette politique qu'il avait cru incarner des principes sauveurs, mais qui ne portait en elle que des ferments de mort et a tenté de porter à la race canadienne le coup fatal. Heureusement qu'il se trouve encore au pays des hommes honnêtes et justes, comme des juges à Berlin, entr'autres l'honorable Rodolphe Lemieux qui sauront rendre justice au peuple et lui redonner l'ère de bonheur et de prospérité dans laquelle il cheminait depuis vingt ans passés.

Carrément, M. Lamontagne déclare endosser la politique de sir Wilfrid Laurier et appuyer la candidature de l'honorable Lemieux, dont il a fait un peu banal éloge et demande à ses nouveaux frères et à ceux qui l'ont noblement suivi dans sa démarche de voter le 17 décembre prochain l'enterrement de Borden.

Le devoir d'une minorité

Le R. P. Hudon, s. j., ancien recteur du collège d'Edmonton, a parlé récemment du devoir des minorités.

« Nous sommes une minorité, a-t-il dit, c'est un fait, mais un fait qui ne date pas d'hier et qui n'implique nécessairement aucune conséquence de mort. Le devoir d'une minorité, c'est de se défendre, et les minorités qui se défendent, avec intelligence, persévérance et méthode, finissent toujours par obtenir de hauts résultats. L'exemple des autres pays, nous propre histoire le démontrent abondamment. Il faut se défendre, et contre qui ? Contre ceux, forcément, qui cherchent, plus ou moins consciemment à nous amihiler ou à nous diminuer. »

Et de ceux-là, l'orateur fait un relevé complet, laissant à ses auditeurs le soin de préciser l'importance de diverses catégories : fanatiques conscients, simples égoïstes, frères de sang ou de religion égarés par l'ignorance, etc.

Ontario rétrograde

M. Robert-F. Phalen, journaliste bien connu d'Antigonish, vient de répondre dans un journal de cette ville, à la demande d'un correspondant qui voudrait la révision de notre constitution afin de faire du Canada un pays unilingue purement anglais.

« Cette idée d'un Canada unilingue pour tout le monde, dit-il, est plutôt populaire dans l'Ontario. Et l'Ontario est la seule place dans l'empire britannique où le principe du bilinguisme n'est pas reconnu. »

La preuve est que l'Ontario n'était pas représenté à la conférence impériale de l'instruction publique, tenue à Londres, en 1911, tandis que la Nouvelle-Ecosse et Québec l'étaient. On y parla de bilinguisme en Ecosse, au pays de Galles, dans la colonie du Cap, aux Indes, dans l'île de Malte, dans l'Union sud-africaine.

L'Ontario ne saurait cadaver, ajoute M. Phalen, aussi longtemps qu'il restera attaché aux préjugés étroits et mesquins et aux notions du 18^e siècle sur lesquels on insiste encore comme si le monde avait cessé de tourner, et comme si les niaiseries du nord de l'Irlande, au 18^e siècle, étaient encore les derniers mots du gouvernement britannique.

« Cette idée d'un Canada unilingue pour tout le monde, dit-il, est plutôt populaire dans l'Ontario. Et l'Ontario est la seule place dans l'empire britannique où le principe du bilinguisme n'est pas reconnu. »

« La preuve est que l'Ontario n'était pas représenté à la conférence impériale de l'instruction publique, tenue à Londres, en 1911, tandis que la Nouvelle-Ecosse et Québec l'étaient. On y parla de bilinguisme en Ecosse, au pays de Galles, dans la colonie du Cap, aux Indes, dans l'île de Malte, dans l'Union sud-africaine. »

L'Ontario ne saurait cadaver, ajoute M. Phalen, aussi longtemps qu'il restera attaché aux préjugés étroits et mesquins et aux notions du 18^e siècle sur lesquels on insiste encore comme si le monde avait cessé de tourner, et comme si les niaiseries du nord de l'Irlande, au 18^e siècle, étaient encore les derniers mots du gouvernement britannique.

Le français dans la famille

Les questions suivantes ont été soumises à l'étude des membres de l'Association catholique des Franco-canadiens de Prince-Albert, (Sask.) Leur importance vitale en fait un sujet de méditation très approprié aux besoins actuels de tous les descendants de la race française vivant aux Etats-Unis ou au Canada :

« Le père et la mère ont le devoir d'exiger sévèrement de leurs enfants l'usage du français à la maison.

« Même dans les centres plus particulièrement français, et à plus forte raison dans les centres anglais, il y a plusieurs influences (contre lesquelles il faut réagir) qui tendent à supplanter l'usage du français dans la famille, l'entourage, la rue, l'école, les serveurs, les visites, les relations sociales, etc.

« Les parents ont le devoir de surveiller les relations que se créent leurs enfants en vue d'écartier le danger des mariages mixtes, car ceux-ci ne peuvent être qu'un désastre, tant au point de vue national que religieux. »

Pensées

Le droit de conquête, survivance des idées antiques restée l'idéal des Allemands, et le droit à l'indépendance, conception moderne des autres peuples, étant absolument irréconciliables, les guerres entre l'Allemagne et le reste du monde se répéteront jusqu'à la disparition complète de l'une des deux doctrines.

En subjugant les coeurs on domine facilement les volontés.

GUSTAVE LE BON

SIR WILFRID LAURIER A OTTAWA

L'assemblée du théâtre Russell, à Ottawa, mardi soir, a été un triomphe personnel pour sir Wilfrid Laurier, et pour la cause libérale, dont il est le puissant champion. A 8 heures, à l'ouverture des portes, la salle se remplit et ce fut dès lors un va et vient de retardataires venant constater qu'il n'y avait pas de place pour eux et s'en retournant désappointés. Environ deux mille personnes purent s'entasser dans la salle. Deux fois ce nombre s'en virent refuser l'entrée faute d'espace. Quelques centaines de ces derniers parmi lesquelles on remarquait un grand nombre de f. m. m., restèrent massées en face du théâtre jusqu'à une heure avancée de la soirée, attendant nous ne savons quel prodige qui leur permit de pénétrer enfin dans la salle où il n'y avait pas de place. Dans la salle même, le spectacle était impressionnant. Tous les coins et recoins, depuis les corridors jusqu'au mur du fond de la scène, étaient occupés. Un grand nombre de militaires en uniforme avaient pris place dans les loges et sur le théâtre, tandis que dans le parterre, c'était surtout l'élément féminin qui dominait.

L'auditoire en majorité de langue anglaise, comptait pourtant une forte proportion de Canadiens de langue française, qui marquèrent leur approbation par des applaudissements énergiques, quand sir Wilfrid Laurier prononça sa courte allocution française. Très droit, l'air heureux et bien portant, le vieux chef n'accusait pas, hier soir, ses 76 ans. Il a parlé pendant une heure et quart, d'une voix ferme, prenante, avec une grande énergie dans l'attitude et dans le geste et quand il s'assit c'est à peine si l'on pouvait remarquer chez lui un soupçon de fatigue. De toute évidence, l'auditoire était unanimement en communication d'idées avec les orateurs de la soirée. A plusieurs reprises, il a acclamé, debout, le chef de l'opposition, tandis qu'il distribuait généreusement ses applaudissements aux compagnons de sir Wilfrid Laurier. Après sir Wilfrid Laurier, M. Hartley Dewar était la personnalité qui attirait le plus l'attention. De taille moyenne, émacié, grisonnant, la barbe taillée à l'impériale, portant lognon, M. Dewar est d'apparence sympathique.

Son éloquence réelle lui conquiert rapidement l'attention, puis la sympathie et les applaudis-

sements de ses auditeurs. Il semble certain que M. Dewar succédera à l'honorable M. Rowell à la tête des forces libérales dans l'Ontario.

M. G.-J. Daly, qui présidait l'assemblée, fit l'éloge des deux candidats de la grande cause libérale.

Puis, sir Wilfrid Laurier prit la parole. Après avoir dit que M. McGiverin et lui étaient prêts à se faire les champions de l'idée libérale dans l'Ontario, et que nous voulions faire notre part dans cette guerre, le chef du parti libéral déclara tout de suite, au sujet de cet te participation du Canada à la guerre, qu'il ne reconnaissait à aucun parti politique le droit de vouloir seul gagner la guerre. « Dans tout le pays, pas un homme ne veut plus que moi gagner la guerre, toute ma conduite en fait foi. J'ai appuyé le gouvernement dans tous ses efforts lorsque je le crus sincère, j'ai même conclu la trêve. Il est faux que je sois hostile à la grande cause des Alliés comme le répètent partout les unionistes. »

A l'accusation portée contre lui par M. Borden qu'il avait refusé d'aider au recrutement, le chef libéral répondit : « Jamais sir Robert Borden ne m'a demandé d'aider au recrutement. Un jour il m'offrit de faire partie de sa fameuse commission du service national et je refusai. Pourquoi ? Parce que je ne voulais pas entrer dans une commission où la partisannerie la plus dégoûtante primait et régnait en souveraine, au point que son président, sir Thomas Tait, écœuré, avait démissionné. »

L'orateur donna ensuite lecture d'une liste d'assemblées qu'il a tenues dans tout le pays, pour activer le recrutement, de 1914 à la fin de 1916, dont l'une à Saint-Lin, P. Q., faisait dire à la Gazette du 12 août 1916, qu'elle avait eu pour effet d'amener aux bataillons canadiens-français en formation un grand nombre de recrues.

L'orateur dit alors qu'il est le Canadien qui a le plus travaillé à faire comprendre au peuple canadien la nécessité de se ranger, dans la guerre actuelle, aux côtés de la Grande-Bretagne, d'aller combattre pour le respect de la neutralité de la Belgique, pour la défense de la démocratie, de la civilisation et de la liberté. Son attitude sur la conscription permet à sir Wilfrid Laurier de dénoncer la façon odieuse dont s'y sont pris le gouvernement et ses acolytes pour l'introduire dans nos statuts, ainsi que la bassesse des sentiments qui l'ont inspirée.

Sir Wilfrid Laurier termina ainsi son discours :

« Ce que nous voulons avant tout, c'est un Canada uni, ce fut le but de toute ma vie, dans la victoire comme dans la défaite ; jamais je n'ai été découragé et j'ai toujours été prêt à me lever pour faire triompher la cause en quelque lieu qu'elle ait surgi. C'est à ces conditions que je vous demande de m'appuyer. Si nous réussissons, je donnerai à la nation un gouvernement composé des meilleurs hommes et des meilleurs éléments du Canada. Si nous échouons, comme cela peut arriver, le lendemain de la défaite je serai encore debout pour combattre pour la liberté pour laquelle j'ai combattu toute ma vie. »

Constatant l'enthousiasme existant dans la nombreuse assemblée, M. H. B. McGiverin, qui parla après notre vieux chef, s'écria : « Je sais que c'est le grand homme qui a raison. » Il critiqua ensuite sévèrement le gouvernement unioniste, flétrissant les accapareurs et les profiteurs de guerre. Il termina par une profession de foi à sir Wilfrid Laurier, qu'il appuie de tout cœur et avec orgueil, parce qu'il lutte pour le triomphe du libéralisme, pour que la nation soit unie, pour que le peuple soit enfin maître de ses destinées, pour que les soldats canadiens, dans les tranchées reçoivent l'encouragement et l'appui du pays tout entier jusqu'à la victoire.

L'honorable Chs Murphy et M. H.-H. Dewar furent les autres orateurs de la soirée. Le premier fit une attaque contre les libéraux qui avaient passé au gouvernement d'union, et accusa le gouvernement Borden de s'être rendu responsable des attentats commis à Montréal, il a quelques mois. Il dit que ce gouvernement avait laissé sortir du pénitencier, sous le couvert du « ticket of leave », un nombre d'individus qui, sous le prétexte de faire de l'opposition, s'étaient groupés ensemble pour commettre les pires déprédations. Il dit qu'il avait été révélé au procès qu'un inspecteur du gouvernement avait engagé un individu du nom de Desjardins, pour aider aux dynamiteurs. « Le but de ce complot, dit l'orateur, était de faire voir au reste du Canada, que ceux qui s'opposaient à la conscription étaient des gens de cet acabit. »

Sir Wilfrid Laurier partira dans quelques jours pour l'ouest, où il tiendra quelques assemblées. Le 10 décembre il parlera à Winnipeg.

Rappel des exemptés du service militaire

Les journaux ont publié, ces jours-ci, la dépêche suivante venant d'Ottawa :

Le conseil du service militaire s'attend à ce que au moins cinquante pour cent des hommes qui ont été classés A-2, dans l'examen médical, soient enrôlés et revêtus de l'uniforme.

Le conseil se propose d'en appeler des exemptions qui ont été accordées, mais ne sont pas considérées justifiées.

Ainsi donc le gouvernement Borden veut envers et contre tous donner suite, avec la plus grande vigueur, à sa maudite loi de conscription.

Après des jours et des nuits d'angoisses traversées par nos familles, une foule de nos jeunes gens, pour d'excellentes raisons, ont été exemptés du service militaire par les tribunaux d'exemption. Le gouvernement ne s'en tient pas là et il veut en ap-

Lorsque mon cœur...

(Vers inédits)

Lorsque mon cœur est las des lèches journalières,
Quand le dégoût vainqueur de mon tenace effort
Enserme mon cerveau, comme un caoutchouc, et mord
A coup de bec dans mes chimères,
Quand brusquement je vois que le bel univers
Deviens désert ainsi qu'une immense lagune,
Quand, fébrile, je sens que toutes mes rancunes
Rongent mon front comme des vers,
Lorsque dans ma poitrine et toutes mes veines
S'insinue et s'étend la noire oppression
Qu'engendrent l'ambiance et les conventions
De ces bourgeois plats et funèbres,
Il me faut un départ soudain qui les élude,
Il me faut plus d'air pur et plus de vision,
Il me faut agrandir un peu mon horizon,
J'ai un désir fougueux de noble solitude.
Comme un halluciné je recherche les flots,
Assouffé d'inconnu, j'interroge le fleuve,
J'écoute avidement sa chanson toujours neuve
Et me remplis les yeux du vert changeant de l'eau.
Et languissant je rêve aux belles aventures
Qui m'attendent là-bas, dans des pays troublants,
Lumineux et lointains délicieusement,
Où j'allais tant de fois au fil de mes lectures.
Car plus loin que le bleu indicé des rivages,
Quand mon regard s'arrête au point artificiel
Où l'espace se mêle avec l'onde et le ciel,
— Cette porte qui s'ouvre sur les beaux voyages, —
Ce qui t'attire, c'est la mer, l'immense vagabonde,
Où jusqu'à l'infini notre âme se déploie,
Où de l'azur il pleut des oranges de joie,
Et qui clame les cris et les sanglots du monde.
Oh, voguer sur la mer vers quelque île nouvelle !
En un corsaire aisé, toutes voiles au vent,
Voyager vers l'orient, sous les arcs fulgurants
D'un beau soir constellé de la mer de dentelle !

ALBERT DREUX
("Le Mauvais Passant", pour paraître bientôt.)

pler de la décision des juges dans au moins la moitié des cas. Les inquiétudes, les angoisses vont donc recommencer pour nos braves familles de cultivateurs et autres.

Pour ce travail infâme le gouvernement se cherche des avocats qui soient prêts à se faire les exécuteurs des hautes œuvres d'un gouvernement tyrannique. Il ne les trouve pas facilement parce que bien peu d'avocats veulent jouer ici le rôle de Fouquier-Tinville, le pourvoyeur de la guillotine sous la Terreur.

Nous en connaissons qui ont formellement refusé d'agir comme avocats du gouvernement dans ces appels, entre autres M. Camille de Martigny, de Saint-Jérôme, et M. Napoléon Garceau, de Drummondville.

Ce dernier a répondu à M. E.-L. Newcombe, sous-ministre de la justice : « L'honorable ne me défend de représenter le gouvernement devant le juge d'appel dans les cas d'exemptions accordées en vertu de l'acte du service-militaire. »

Bravo !

Nous croyons que l'exemple de MM. de Martigny et Garceau sera suivi par tous les avocats soucieux de leur dignité et qui, au fond de leur conscience, condamnent la loi du service obligatoire.

La résolution d'en appeler aussitôt des décisions des juges d'exemption, démontre plus clairement que jamais ce que nous pouvons attendre du gouvernement impérialiste qui déshonore le Canada.

De plus en plus les Canadiens aspirent au jour où ils en seront délivrés.

CHRONIQUE D'OTTAWA

Un étranger qui visiterait la capitale pour la première fois, ces jours-ci, se demanderait si l'emprunt de la Victoire dépasse en importance les élections ou si celles-ci sont plus nécessaires que tous les emprunts. Les deux campagnes font autant de bruit Les zéloteurs de l'emprunt ont exploité la réputation de la vieille Sarah, la « Divine », qui est venue dire quelques mots en place publique et a vendu des obligations du gouvernement à quelques individus postés là d'avance, mais qui a eu le tact de ne pas faire d'allusion à une situation politique où elle ne voit goutte. Il n'en a pas été de même du pitre Harry Lauder, importé ici à son de trompe pour aider l'emprunt « Victoire » et, incidemment, grossir une fortune assez rondelette. Cet ancien journaliste de mine, vulgaire chanteur de cafés-concerts, sans instruction et sans éducation, sans connaissance d'un pays où il n'a pas le droit de vote, sans tact pour ceux qui l'écoulaient à osé dire ceci : « Vous savez que vous devez voter aux prochaines élections pour le parti qui aide nos soldats dans les tranchées, le parti de la Victoire, le parti unioniste. » Ces paroles ont été saluées d'un silence glacial mais il nous semble qu'un magistral coup de pied quel que part eût bien mieux convenu à ce bouffon sans vergogne qui ne connaît du Canada que les gros sous qu'il y a extorqués. Harry Lauder ferait bien mieux de s'en retourner en Ecosse et de nous f. . . . la paix.

La campagne des élections ne nous attendait que par ricochet et nous apprenons les « triomphes » de sir Robert Borden à

Kitchener et de Thomas White à Brockville. Le premier ministre n'a pas même pu se faire entendre dans cette ville dont il a privé le tiers des électeurs de leur droit de vote et son compagnon, le député local, a reçu des œufs pourris. "C'est la première fois, avoue naïvement Borden, qu'on ne me laisse pas parler." Les gens qui voient de loin croient que ce ne sera pas la dernière.

A Brockville, le ministre des finances a eu le même sort et son assemblée triomphale a été un horrible fiasco, les organisateurs devant se sauver sous les huées. Nous apprenons que les choses ne vont pas mieux pour les candidats unionistes de Québec et cela ne nous surprend nullement. Cependant qui eût cru que Borden, le fétiche Borden, pourrait se faire huer, siffler et presque expulser d'une ville d'Ontario?

M. Borden vient de décider que le poste de secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères allait rémunérer son titulaire au chiffre de \$7,000 par an, et comme M. Borden est ce titulaire, c'est cette somme qu'il empochera en attendant que le peuple y mette ordre par les élections. Les \$7,000 qui allaient au président du conseil seront remises aux mains de M. Rowell, ancien chef de l'opposition dans l'Ontario et qui a vendu son chef pour ce prix.

M. Calder se paye aussi son petit ministère: celui de l'immigration. Comme il ne se fait aucune immigration et qu'il ne s'en fera pas de sitôt, des gens pourraient croire que ce \$7,000 est volé, mais ce n'est pas vrai, car, comme dans le cas précédent, c'est encore la solde d'une trahison.

Les entrepositaires d'œufs se sont trouvés pris à leur propre piège et les approvisionnements considérables qu'ils avaient faits ne leur servent pas à faire monter les prix depuis que les Alliés n'achètent plus d'œufs et qu'il ne s'en exporte plus aux Etats-Unis. Aussi, pour se tirer d'affaire, ils ont tout simplement proposé au commissaire des vivres de fournir la moitié des fonds nécessaires à une campagne de presse pour encourager le peuple à manger des œufs. De cette manière, ils se seraient débarrassés de leurs produits sans perdre ou sans vendre au prix d'achat.

Tout le monde sait que le commerce des entrepôts frigorifiques est un négoce où les risques sont nombreux et qu'il y existe un certain montant de risques. Heureusement pour les marchands de provisions, les aléas de ce négoce sont toujours défavorables au consommateur qui paye les pots cassés. Cette fois-ci, il semble que le public pourra profiter de la situation et payer les œufs non pas bon marché, mais un prix raisonnable. Il suffit pour cela que le gouvernement ne devienne pas complice des accapareurs. Le vaudra-t-il? C'est ce qui reste à voir.

Samedi dernier, nous avons eu la visite de la "Divine Sarah" qui est venue vendre des bons de l'emprunt de la Victoire et, incidemment, donner deux représentations où les gens se sont écrasés à raison de \$2. et \$5. par tête pour ne rien entendre qui soit nouveau.

C'est la dix-huitième tournée d'adieux de Sarah et toutes ses tournées lui ont rapporté la forte somme. Mais, cette fois, il paraît que c'est au profit des hôpitaux de France. Inclignons-nous.

Le Journal, cet ignoble dépotier des unionistes, nous dit, samedi, en éditorial, qu'il n'est pas prêt à damner tous ceux qui veulent appuyer un gouvernement dominé par Bourassa et un Québec "solide", mais (il y a un mais) que tous les gens de bien, tous les voyous, les "slackers", les pro-Allemands, les fous, les ignorants, les pacifistes et les toqués, tout ce qu'il y a d'étroit, de petit et de bas se trouvera dans les rangs du parti Laurier-Bourassa, le parti anticanadien.

C'est gentil comme aménités et ceci nous remet en mémoire ce dicton réactionnaire de 1848: "Tous les républicains ne sont pas des voyous, mais tous les voyous sont républicains". Seulement, les légitimistes de cette époque avaient plus d'esprit que P.-D. Ross.

Le Journal a un long article pour expliquer que le trop fameux sir Joseph Flavelle n'a pas été nommé au poste de commissaire des munitions par le gouvernement Borden, mais que cette nomination dépend du gouvernement impérial. Nous le savions fort bien, mais nous savons aussi que la recommandation était partie d'Ottawa qui avait besoin de cette crapule pour compléter sa collection.

Le Citizen n'a pas pu refuser les annonces à tant la ligne publiées par le comité libéral de cette ville, seulement il le fait dans une colonne à part et prend cinquante lignes de l'espace payé par les annonceurs pour déclarer qu'il ne prend aucune responsabilité des insanités que ces damnés libéraux ont bien pu y insérer. Quand nous disions que la visite de lord Northcliffe avait influencé les Southam (propriétaires du Citizen), nous ne nous étions pas trompés.

A propos de Northcliffe, voilà que ce gaillard vient de se faire nommer vicomte en reconnaissance de ses services aux Etats-Unis et ici. Ce marchand de journaux qui n'est pas même journaliste a profité de son voyage ici pour faire ses petites affaires en même temps que celles de l'empire et des indiscrets affirmant qu'il n'est pas étranger à la formation d'une sorte de trust du papier et de la pulpe aux Etats-Unis. "Business is business, as you know."

Et pendant ce temps-là, Borden va partout, répétant à qui veut l'entendre que sir Wilfrid n'a pas voulu l'aider à former un gouvernement de coalition. S'il disait que sir Wilfrid a refusé de se salir les mains il serait plus près de la vérité, mais il y a un tas de choses qui ne sont pas bonnes à dire quand on a fait la loi des élections en temps de guerre, celle du vote des soldats et surtout, la loi qui force le pays à enrichir Mackenzie et Mann au détriment de tous les contribuables.

On a ajouté au 75 français qui ornait la place Connaught un avion français du type Nieuport et pouvant développer 120 milles à l'heure. Cet avion faisait dire à un américain: "C'est curieux, les journaux canadiens ne parlent que de victoires anglaises et on ne nous montre ici que des trophées français."

Une statistique récente vient d'établir que la différence du prix des vivres entre Ottawa et les centres allemands était seulement de 30 pour cent. Cependant, nous ne souffrons pas de blocus et les provisions de notre pays circulent librement. On ne doit pas oublier non plus que les gens de Londres vivent de nos produits et les payent de 40 à 45 pour cent meilleur marché que nous. M. Borden n'a pas encore expliqué cela.

Environ 200 femmes faisant partie de l'association "Win-the-war" vont de porte en porte interviewer les femmes, filles, mères ou sœurs de soldats pour leur demander leur appui en faveur du gouvernement Borden, mais ce mouvement est contrebalancé par une foule de zélatrices, elles-mêmes épouses ou mères de soldats, qui viennent demander aux femmes de voter pour Laurier et le referendum. Malgré les efforts des premières et leurs promesses, ce sont les secondes qui l'emportent partout.

Ce courrier partira trop tôt pour vous donner un compte rendu de l'assemblée convoquée, mardi soir, par notre glorieux chef, sir Wilfrid Laurier, mais nous savons d'avance qu'elle sera enthousiaste, car l'opinion se fait tous les jours de plus en plus vivace et la colère du peuple abusé gronde de plus en plus fort.

Si nous voulons juger de ce que sera cette assemblée par ce qui s'est passé dimanche après-midi et dimanche soir, alors que lady Laurier et sir Wilfrid ont été acclamés tour à tour par une foule compacte, nous savons que les partisans du vieux chef seront nombreux. Des gens bien renseignés disent que M. Borden se rend d'avoir accordé le droit de vote aux femmes des soldats, car neuf sur dix voteront contre la politique actuelle, la politique qui nous fait payer les vivres plus cher qu'en Allemagne pour enrichir les Flavelles et les autres écumeurs attachés au gouvernement.

DESCAVES.

Les élections

Par tout le Canada, depuis lundi dernier, la campagne électorale bat son plein, sauf dans vingt comtés, dont Terrebonne, où les candidats ont été élus sans opposition. Parmi ces vingt comtés déjà dotés de leurs nouveaux députés, douze dans le Québec ont élu des libéraux et huit, dans les provinces anglaises, ont acclamé des unionistes. Les lauricristes partent avec le dessus, c'est déjà un bon présage.

Dans Terrebonne, nous félicitons M. Jules-Edouard Prévost d'échapper à une élection. Il entre au Parlement les mains libres, n'ayant rien promis, ni à celui-ci un bureau de poste, ni à celui-là un fromage quelconque, avec la seule obligation de prendre les intérêts de la communauté qu'il représente. Nous le connaissons assez pour savoir que c'est cela seulement qu'il ambitionne: promouvoir les intérêts du comté de Terrebonne et de tout le Canada. Et dans le nouveau Parlement — que le coup d'apâche monté par Borden réussisse à lui laisser le pouvoir, ou que Laurier triomphe — M. Jules-Edouard Prévost ne sera pas une machine à voter. Tenue, par sa profession de journaliste, au courant des meilleures législations étrangères, il saura faire profiter la Chambre de ses connaissances étendues et de ses idées libérées des éraintés attaches.

Quant au résultat général des élections, nous ne le connaissons que dans deux mois. S'il est vrai que le sentiment canadien n'est pas mort dans ce pays, Laurier devra infailliblement triompher, même en dépit de la loi scandaleuse des élections en temps de guerre. Nous croyons fermement que le peuple est écoeuré des saletés politiques du dernier Parlement et qu'il va se tourner vers Laurier en masse pour être arraché de la géhenne où ne peuvent respirer les consciences honnêtes.

AMÉDÉE JASMIN
(De l'Echo de Terrebonne)

CHRONIQUE

Sous le mètre...

Nous gens, là bas, quelque part en France, sont en congé. Quand je dis, nos gens, je ne veux pas parler des soldats Canadiens-français. Je parle des soldats qui sont partis du Canada pour aller se battre. Chacun sait en effet que, quand on dit: Canadiens, on dit tout et on ne dit rien. Nos gens y sont aussi, mais en petit nombre. D'ailleurs, vous allez voir. Et ce que vous allez voir va vous donner la

mesure des membres de l'expédition Canadienne d'outremer.

C'est le Figaro qui parle. Le Figaro est bien élevé. Il sait dire les choses, mêmes les choses désagréables. Il mâche les constatations fâcheuses; il les entortille dans une formule polie, comme on n'en fait qu'en France, tout comme on entortille ici des chocolats de bonne marque dans un bout de papier argenté.

Mais pour qui sait ce que parler veut dire, on comprend que les soldats anglais du Canada ne savent pas se conduire à Paris.

Ces messieurs ont trop de muscles, il leur faut une détente, et ce sont les habitués des cafés chantants qui écopent, je veux dire qui reçoivent les coups de poing, les coups de gaulerie et les coups d'épaulé. Jugez-en.

Vers le soir, ils se sont déjà fait des relations. Ils courent les music-halls, entonnent les refrains en même temps que les chanteurs, jonglent pour rire avec des compagnes mornes qui se haussent penchées à leurs bras robustes.

Parfois ils crient un peu et, l'alcool aidant, ont une tendance à boxer.

Ils s'amuse à leur manière, qui est souvent bruyante et même un tantinet gênante. Ce sont les Canadiens qui ont repris la côte de Vimy...

N'est-ce pas que c'est bien envoyé? Ces gens ont la manière, comme dit Lavedan. Ils ne disent pas que les soldats canadiens sont des poisons, des gens frottes, des gens dangereux à fréquenter, surtout quand ils sont saouls d'alcool.

Je dis: saouls d'alcool, car on voit assez qu'ils sont disposés, avec leurs compagnes mornes, à se saouler de plaisir.

Voilà vous d'ici la tête des parisiens devant ces grands fauves qui chantent en même temps que les artistes de la scène, font de la gymnastique à deux devant la salle ahurie et, pour couronner le tout, menacent de tout faucher, têtes et jambes, de faire maison nette, comme on dit ici, une fois l'alcool en marche.

C'est du propre. Paris doit avoir hâte qu'ils soient retournés à la tranchée.

Sont-ce les mêmes dont on menace la province de Québec, la guerre finie?

Je prie aussi que neuf sur dix de ces soldats ne sont pas des cannyens.

Je prie aussi que les parisiens ne s'y trompent pas.

Seulement, le Canada se fait une triste réputation pendant tout ce temps.

Et il n'est pas impossible que certains Français qui n'ont pas encore fait la traversée en Amérique, se demandent si nos soldats n'ont pas arraché leurs plumes de sauvages pour le temps de la guerre, et si l'échantillon qu'ils donnent de leur éducation ne veut pas dire que nous sommes encore au Canada à l'époque des grandes chasses dans des bois sans limites, vêtus d'un pagne et le corps tatoué jusqu'aux chevilles?

Et quand je dis ceci, je suis fort sérieux. Car, à part les Français qui ont vécu parmi nous ou qui ont simplement fait la traversée des deux Amériques, et qui se sont rendu compte que les gens du pays et surtout ceux de la province de Québec sont des gens absolument sociables, civilisés autant qu'on peut l'être, si la civilisation veut dire: le respect de la propriété d'autrui, la conduite morale, un certain ton de société qui rend les rapports sociaux agréables; à part ceux-là qui ont vu de près et qui savent, comment les autres n'auraient-ils pas de ces pensées en voyant ces évergèmes qui se croient dans une salle de bal de l'Ouest où le sang coule avant qu'il ne soit minuit.

Je comprends maintenant la raison qui a fait que les commandants de nos régiments ont toujours refusé aux soldats permissionnaires de se rendre à Paris.

Le vin de Paris est trop fort pour les soldats du Canada.

Au commencement de la guerre, nos permissionnaires pouvaient passer à Paris tout le temps de leurs vacances, mais leur conduite a été telle qu'on a dû leur fermer les portes du paradis.

Je m'imagine bien qu'on va les remettre à la raison.

Et après la guerre, quand vous et moi nous installerons dans un hôtel de Paris pour quelques semaines, les gens de la place, voyant le mot "Canada" au bout de nos noms dans le registre, se diront: "Ah! oui, ce sont ceux de la crête de Vimy. S'ils peuvent ne pas prendre racine et aller voir un peu plus loin."

En attendant, les soldats canadiens donnent leur mesure, ils passent sous le mètre.

SAINT GEORGES

Le Sirop du Dr Fred Demers pour les enfants

est un trésor pour le comble, la dentition, contre les coliques, la diarrhée, et pour tous les besoins des bébés et des enfants. Demandez-le partout. En vente partout et au dépôt, 309 rue Saint-Denis, Montréal.



Que pouvons-nous dire de plus? que pouvons-nous ajouter à la déclaration si vibrante de joie reconnaissante de ces femmes, dont la sincérité et la spontanéité ne peuvent être mises en doute? Et aussi, comme l'on conçoit bien le sentiment qui les anime.

Voilà des épouses qui veulent que tout soit à l'ordre à la maison, et que rien ne laisse à désirer.

Voilà des femmes pleines de courage, et de bonne volonté, mais sans force, sans énergie, navrées de leur faiblesse, de leurs maux et de leur impuissance.

Rien ne peut leur rendre leur vaillance et leur santé, et le découragement guette ces pauvres femmes.

Réfléchissez bien, femmes malades qui lisez ces lignes, voyez ce qui se passe chez vous, interrogez-vous, et vous comprendrez toute la joie qu'éprouvent ces femmes qui ont été guéries par les Pilules Rouges. Faites comme elles, et la vie, la bonne vie de famille, avec ses joies saines et douces, recommencera.

Pour les villageois

La pluie tombe lentement sur le chemin couvert de feuilles jaunies; sa chanson monotone me plonge dans une rêverie mélancolique, et je songe. Je songe que demain il faudra partir. Il faudra quitter cette campagne qui me plaît encore davantage par ces jours d'octobre. Et, tandis que j'écouté tomber cette pluie tranquille, mille pensées agitent mon esprit et tourmentent mon cœur. Je pense comme je serais heureux si je pouvais toujours vivre ainsi dans cette campagne déserte et charmante. Et j'envis le sort de ce brave paysan qui passe devant ma porte. Oai, je voudrais être fort et robuste comme lui: Je labourerais la terre et vivrais heureux.

Ah! j'ai beau me dire que je retrouverai à la ville tous les plaisirs que les arts nous procurent, je ne regretterai pas moins tous ceux, beaucoup plus vrais et sains, que la campagne m'offrirait sans cesse.

J'ai beau me dire que je reverrai ces riants spectacles où les passions humaines sont si habilement décrites et défigurées; que j'entendrai encore cette "grande" musique que les snobs généralement font mine de comprendre; qu'enfin je pourrai peut-être encore supporter la vie au milieu de tant de bruit et de distractions, je n'en demeure pas moins triste car, qu'est-ce que tout cela auprès de la nature in

comparablement belle et atroce! Quel est-ce que tout cela auprès de ce paysage charmant qui s'offre à ma vue et que C. Courcier a fait volontiers. Je n'ai qu'à répondre.

Je connais trop bien cette vie monotone que je reprendrai demain; je sais que cette vie sera être conforme aux règles si sages de notre société qui brille partout par sa vanité tapageuse. Et, déjà, je regrette mon humble village et tous les êtres et les choses qu'il renferme. Que je les regrette surtout ces bons villageois familiers et sincères, dont le désintéressement est sans bornes et l'hospitalité si naturelle! Déjà, je regrette ma pauvre maison grise, située sur le bord du lac. Que d'heures délicieuses j'ai passé là à rêver: Madame Bovary, "Julie" et deux ou trois autres histoires de femme qui sont, je l'avoue sincèrement, fort jolies et toujours nouvelles! Jamais, non plus, je n'oublierai ce ruisseau qui coule paisiblement à travers les plaines et les bois de mon pays. Que de fois, mon Dieu! je me suis assis au bord de ce cher ruisseau, dont le gazouillement léger et d'une cadence si parfaite bercait délicieusement mon pauvre cœur!

La pluie tombe lentement sur le chemin couvert de feuilles jaunies; sa chanson monotone me plonge dans une rêverie mélancolique, et je songe.

Demain, je reverrai la ville bruyante, pour laquelle tant de villageois ont conçu des désirs. C'est incroyable! Encore aujourd'hui un paysan me disait: "Je vous trouve bien chanceux de demeurer "en ville." Que c'est beau d'être instruit! Eh! bien moi aussi, j'irai vivre à Montréal et alors je ne m'ennuierai plus."

"Je ne m'ennuierai plus". Ces paroles expriment bien tous les désirs qui naissent dans le cœur de ce villageois. Et je suis à me demander si ces citadins effarés n'ont pas élargi ses yeux de cet homme pauvre une quantité considérable de faux bijoux et de pierres d'imitation de toutes sortes! C'est ce qui est arrivé; mais je ne comprends pas comment il se fait que le brave monsieur Desiré ait pu se laisser séduire par les discours emphatiques de ces grands "ennuyés".

Eh! non heureux villageois, vous ne pouvez pas quitter un lieu paisible et charmant pour la ville bruyante et désagréable. Pensez donc un moment quelle vie vous mèneriez à la ville. Vous ne la supporteriez pas et cela vous ferait mourir de chagrin, tout comme il arriva au vieux villageois qu'Alphonse Daudet se figurait à Paris avec son chapeau de paille, son dos de vieux jardinier, errant au fond de quelque arrière-boutique, ennuyé, timide, plein de larmes, pendant que sa bourse triomphait dans un comptoir neuf, où sonnaient les écus de la petite maison, de cette maison que les villageois vendent le plus souvent avec empressement afin de prétexter leur départ pour la ville séductrice.

J'imagine que ceux qui n'ont jamais goûté un peu longtemps les délices que nous offre une nature enchantée, peuvent encore supporter assez facilement la vie au sein d'une cité nombreuse. J'ai même connu de ces êtres extraordinaires qui trouvent Montréal assez "slow" — comme ils disent — et qui ne sentent qu'à vivre et mourir à N.-W.-Y.-k, où le déballant comme dans une fournaie ardente, six millions d'êtres humains!

Ce n'est pas la vie paisible village que j'ai habitée durant quelques semaines. Et, cependant, la vie qu'on y mène est encore remplie de distractions assez heureuses puisque ces jours d'automne, qui sont plutôt tristes, m'ont

paru si courts. Ah! j'y passerais volontiers bien des jours pareils à écouter tomber la pluie froide et tranquille et à regarder ces milliers de feuilles jaunies qui voltigent capricieusement. Que la vie serait, il me semble, agréable au milieu de ces êtres et de ces choses d'un bon pays, et que demain je regretterai si vivement.

Claude Bâcle

Octobre 1917.

L'opinion publique et la prohibition

Au gouvernement de Québec a été conféré le mandat de réglementer le commerce des boissons alcooliques. Il a, jusqu'ici, apporté à l'exécution de son mandat une indécision qui lui a valu les plus enthousiastes approbations de la part des partisans sincères de la tempérance et nous avons raison de croire qu'en dépit des intimidations et des menaces, le gouvernement ne fera rien à l'avenir qui ne réponde réellement au sentiment de la population.

Le malheur, toutefois, c'est que la campagne de prohibition soit menée au nom de la religion, et que le gouvernement soit exposé à s'illusionner sur la portée des représentations qui lui sont faites, par l'entremise des clergés protestants et catholiques. Des requêtes signées de milliers de noms sont ainsi présentées au gouvernement, qui ne sont que l'expression de préjugés habituels et de préjugés de préjugés de préjugés et de pseudo-faillances.

Il serait facile, croyons-nous, de démontrer que l'opinion publique est plutôt hostile à la prohibition, si seulement la population était laissée libre de le dire.

Par malheur les prohibitionnistes sont seuls à flâner les convictions que du reste on leur prête. Les autres — ceux qui sont convaincus que le seul moyen de promouvoir la tempérance est l'éducation non la coercition; qu'il vaut mieux, principalement dans l'intérêt du bon ordre et de la moralité, restreindre, contrôler et surveiller le commerce des boissons alcooliques, que de le prohiber — ceux-là, disons-nous, se taisent et laissent le champ libre à ceux qui ne rêvent que tempérance et moralité, sous le couvert d'une prohibition qui n'est que la licence du commerce illicite et clandestin.

Le temps est venu, pour ceux ont à cœur les intérêts de la sobriété et de la justice, de se lever et d'offrir au gouvernement Gouin la preuve que l'opinion publique, saine et libre, est opposée à la prohibition totale en cette province, parce qu'elle sait que la prohibition totale est une mesure attentatoire à la liberté des individus, préjudiciable aux intérêts de la tempérance; ne constituant nullement un remède au mal que l'on veut détruire: l'ivrognerie.

UNE LETTRE

Lettre trouvée sans adresse, à Saint-Jérôme, en face du bureau de poste, mardi soir dernier.

J'ai les hivers, vous les printemps.

Théophile Gauthier.

Chère amie. — J'ai reçu votre lettre. Merci. Vous avez eu vingt ans, le vingt-et-un courant... Ces quelques mots écrits sans un coup de plume, je suppose, m'ont fait songer. Pourquoi je n'ai jamais vu faire oublier mes hivers vous qui ne comptez que des printemps?

C'est là le seul regret de ma vie d'avoir vieilli trop tôt et il est venu, tel un étranger qui s'impose, la première fois que je vous ai aperçue. C'était un après-midi de décembre. La neige



A CINQUANTE ANS LES ROGNONS DOIVENT ETRE TRAITES

Lorsqu'un homme ou une femme atteint l'âge de cinquante ans, il n'y a aucune raison pour laquelle d'énergie, ou pour être malade. Naturellement, il faut alors plus d'attention pour se préserver des maladies, qu'il s'agit de celles qui sont liées à l'âge, mais il n'y a aucune raison pour que l'on ne soit pas en bonne santé à cet âge.

GinPills

Des premiers indices que les reins ne fonctionnent pas normalement, c'est-à-dire qu'ils vous causent des douleurs dans le dos ou les côtés, des écoulements de urines, des maux de tête continus, un sommeil agité, des troubles urinaires, prenez les GinPills. Vous éprouverez des douleurs à la première prise, mais vous sentirez, si vous en continuez, que les reins se débarrassent de leur charge et que vous sentirez le bien-être. Les GinPills sont remboursés par votre assurance-maladie. 145 F. 60c. la boîte, ou 6 boîtes pour \$2.50.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited. Toronto. Adresse aux Etats-Unis, N.D.C. Inc. 292 Main St., Buffalo, N.Y.

tombait lentement par grains si fins qu'indécise, elle allait en tout sens avant de se poser. Je ne me rappelle plus votre robe, mais depuis ce jour je pense à vos yeux incomparablement noirs et si jolis. Je connaissais d'autres yeux au-dessus des vôtres, mais la comparaison a été fuante pour eux. Pourquoi les avoir vus si je devais les perdre aussitôt. "Voir et mourir" disait, je ne sais plus qui. Non et non. J'ai vu vos yeux et je veux vivre encore tant que j'aurai la moindre espérance de les revoir, c'est-à-dire tant qu'ils existeront car ils s'éteignent un jour et c'est là une triste vérité.

Il y a de ça un an déjà et comme si c'était d'hier. Je les vois sévères d'abord puis au pom d'un ami commun, ils s'animèrent d'une vie intérieure si pure! De quelle belle âme ils doivent être les miroirs. Quelle force immatérielle contiennent-ils pour charmer et séduire d'une manière si positive.

J'aurais voulu, je l'avoue sans fausse honte, les embrasser longtemps et je ne peux concevoir le moment où j'en serais lassé.

J'ai la force aujourd'hui de vous écrire au lieu d'aller vous voir, car ayant besoin de vous dire toutes ces choses, j'ai eu peur de votre sourire redoutable. Mais, si les hasards de la vie me ramène dans votre petite ville, j'irai cette fois vous voir. Cela sera plus facile, sachant que vous connaissez mes impressions et comptant sur votre charité. Hélas! j'aurai encore vieilli et vos yeux seront toujours jeunes.

Pourquoi suis-je si vieux et êtes-vous si jeune! JEAN
Pour copie originale. ARSÈNE LEROUX

A LOUER. — La résidence de M. C. E. Marchand, située 256 rue Saint-Georges. S'adresser à M. CHS.-ED. MARCHAND, à son bureau, 176 rue Labelle.

Le Sirop d'Anis Gauvin POUR LES ENFANTS

Épargnera au bébé bien des souffrances résultant des maux de ventre, des indigestions, des maladies si communes au jeune âge; il leur assurera un bon sommeil tranquille et favorisera ainsi leur croissance et leur développement.

Il est prudent d'en avoir toujours une bouteille à portée de la main.

EN VENTE PARTOUT: 25 cts LA BOUTEILLE.

Le Sirop Gauvin

POUR LE RHUME

Soulage dès la première dose et guérit promptement. Toux, Rhumes, Bronchites, Enrouement.

PRIX: 25 cts la bouteille.



Les Cachets Gauvin

CONTRE LE MAL DE TÊTE

Soulage promptement. Maux de Tête, Migraines, Névralgies, Sciaticque, et toutes les douleurs.

PRIX: 25 cts la boîte.

C'EST PLUS QU'UNE MALADE GUERIE.

C'est toute une famille réjouie chaque fois qu'une mère prend les PILULES ROUGES pour les femmes pâles et faibles.

"Oh! le bon et honnête remède que les PILULES ROUGES!" C'est en ces termes vibrants que les femmes guéries rendent hommage à cette merveilleuse spécialité.

tout le monde sera heureux; le ménage sera bien tenu, et tout reprendra un air joyeux et engageant au foyer.

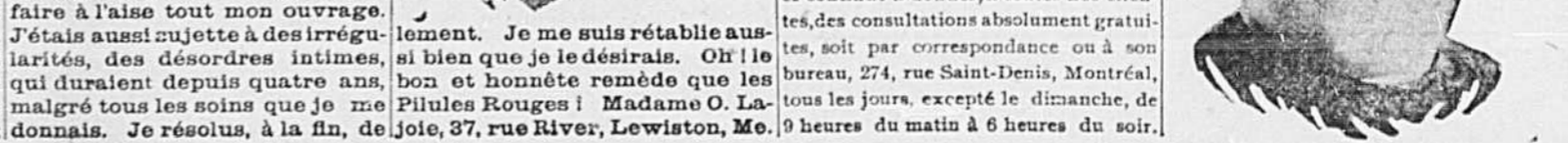
"Depuis vingt ans j'avais toujours été soumise des douleurs intenses. Je n'avais plus de force, me traînais presque, ne mangeais plus et étais maigre et pâle comme une morte lorsque je me suis adressée au médecin de la Compagnie Chimique Franco-Américaine. Le traitement qui me fut prescrit et les Pilules Rouges eurent les meilleurs effets. Non seulement les douleurs disparaissaient, mais je gagnais des forces et j'enjaisais. La santé m'est revenue." Mme Ubald Peron, 133a, rue Ste-Elizabeth, Montréal.

"Quelques années après mon mariage, j'étais très faible; je me sentais toujours lasse, sans courage et j'étais incapable de faire à l'aise tout mon ouvrage. J'étais aussi sujette à des irrégularités, des désordres intimes, qui duraient depuis quatre ans, malgré tous les soins que je me donnais. Je résolus, à la fin, de

prendre des Pilules Rouges pour les Femmes Pâles et Faibles, et ce fut mon salut. Des forces me sont bientôt revenues et je fus heureuse de travailler plus facilement. Je me suis rétablie ainsi bien que je le désirais. Oh! le bon et honnête remède que les Pilules Rouges! Madame O. La-Joie, 37, rue River, Lewiston, Me.

"J'avais dépensé beaucoup d'argent pour me faire soigner pour un dérangement interne dont je souffrais depuis plusieurs années. Mes forces diminuaient toujours et je me sentais de plus en plus triste. Voyant que tous les remèdes employés n'aboutissaient à rien, j'écrivis au médecin de la Compagnie Chimique Franco-Américaine. Avec ses bons conseils, j'eus confiance que je guérirais. Je commençai à prendre les Pilules Rouges, pour les Femmes Pâles et Faibles et, avec un traitement suivi de quelques mois, tel qu'on me l'avait prescrit, je me suis guérie!" Mme Jos. Robillard, 70 rue St-Rédempteur, Hull, Que.

Le docteur E. Simard, élève des spécialistes en maladies des femmes, les Drs Devos et Capelle, est attaché à la Compagnie Chimique Franco-Américaine (limitée) depuis au-delà de vingt ans, et continue à donner, à toutes nos clientes, des consultations absolument gratuites, soit par correspondance ou à son bureau, 274, rue Saint-Denis, Montréal, tous les jours, excepté le dimanche, de 9 heures du matin à 6 heures du soir.



AVIS IMPORTANT — Les Pilules Rouges pour les Femmes Pâles et Faibles ne sont jamais vendues autrement qu'en boîtes contenant 50 pilules; jamais au 100. Elles portent au bout de chaque boîte la signature de la COMPAGNIE CHIMIQUE FRANCO-AMÉRICAINNE (limitée) et un numéro de contrôle.

